LES EAUX SOUTERRAINES, UN PATRIMOINE COMMUN À PROTÉGER

L’activité humaine globale exerce une véritable pression sur les eaux souterraines notamment à cause de l’usage agricole croissant. Il est plus que temps de se poser les bonnes questions, cette sur-exploitation généralisée pour les usages ruraux, urbains ou industriels est inquiétante. LES EAUX SOUTERRAINES, UN PATRIMOINE COMMUN À PROTÉGER ? Chez Telstar nous tenons à garder un œil sur les actualités relatives à cette ressource vitale, notre activité étant directement liée à l’eau…et pas qu’en France.

L’agriculture représente 70 % des prélèvements d’eau souterraine dans le monde (40 % des terres à irriguer soit 100 millions d’hectares)

Par exemple, au Maghreb l’essor de l’économie agricole a quadruplé la superficie irriguée entre 2000 et 2017, ce qui accélère l’épuisement des ressources et creuse les inégalités économiques et sociales. Le problème, c’est que les prélèvements d’eaux souterraines sont la seule solution pour les agriculteurs qui n’ont pas accès aux eaux de surface. L’utilisation de puits et de forages est donc devenue une question de liberté dans ces régions du monde, une façon de s’émanciper de l’emprise de l’Etat.

Fausse bonne idée

Au Maroc dans la plaine du Saïss, l'arrivée du goutte-à-goutte, présenté comme une source d'économie d'eau, s'est accompagnée d'un effet rebond : on y a observé une augmentation de 50 % des superficies irriguées entre 2005 et 2014, accompagnée par le doublement des prélèvements en eaux souterraines. En revanche, les économies d'eau permises par cette technologie n'ont pas nécessairement été évaluées.

Il est urgent d'agir et de limiter l'accès aux eaux souterraines. Certaines pistes ont déjà été mises en place :

– La construction de barrages,
– Les retenues collinaires,
– Les recours à de nouvelles techniques d'irrigation.

D'une manière générale, deux réponses ont été apportées par les institutions locales : réguler l'utilisation par les pouvoirs publics et créer des exploitations collaboratives, où chacun a une quantité autorisée prédéfinie.

Il est urgent de reconnaître les eaux souterraines comme un

patrimoine commun mondial. Cela crée un changement de perception autour de son exploitation de manière à en améliorer le suivi.